



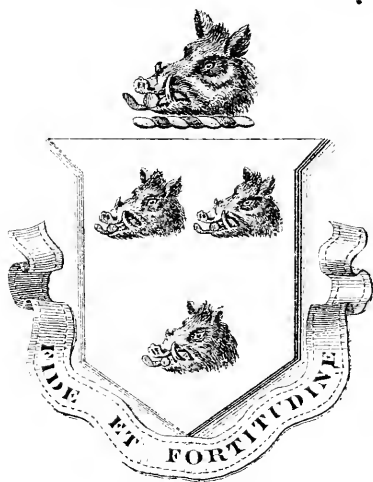
Accessions

159. 813

Shelf No.

XG 3656.3

*Barton Library.*

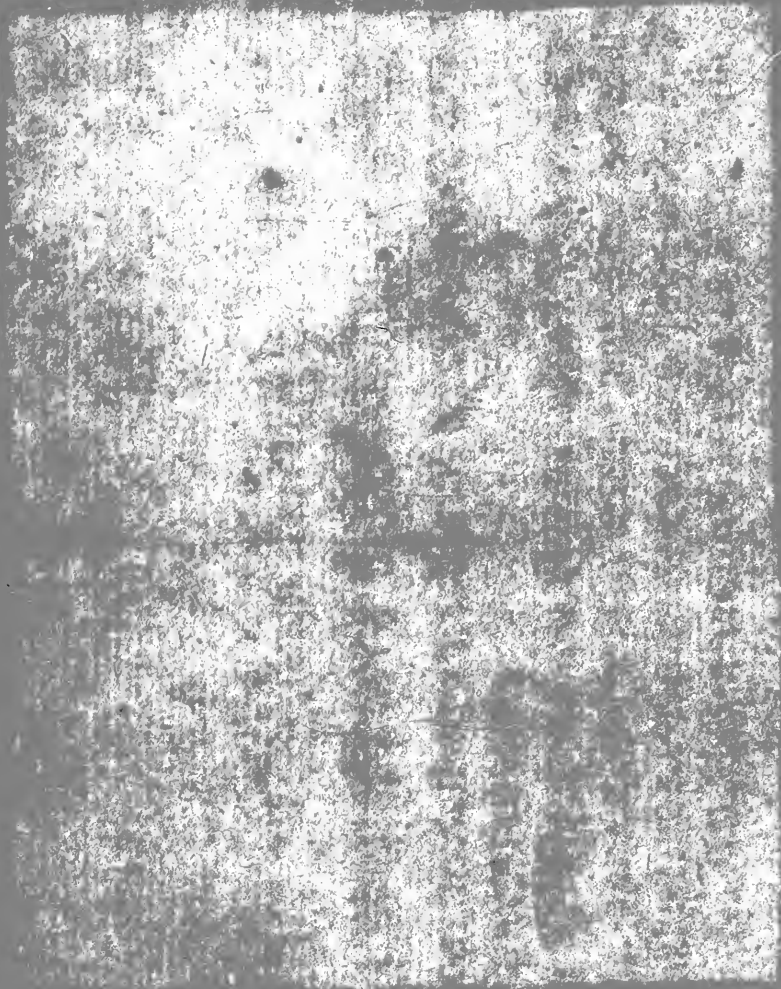


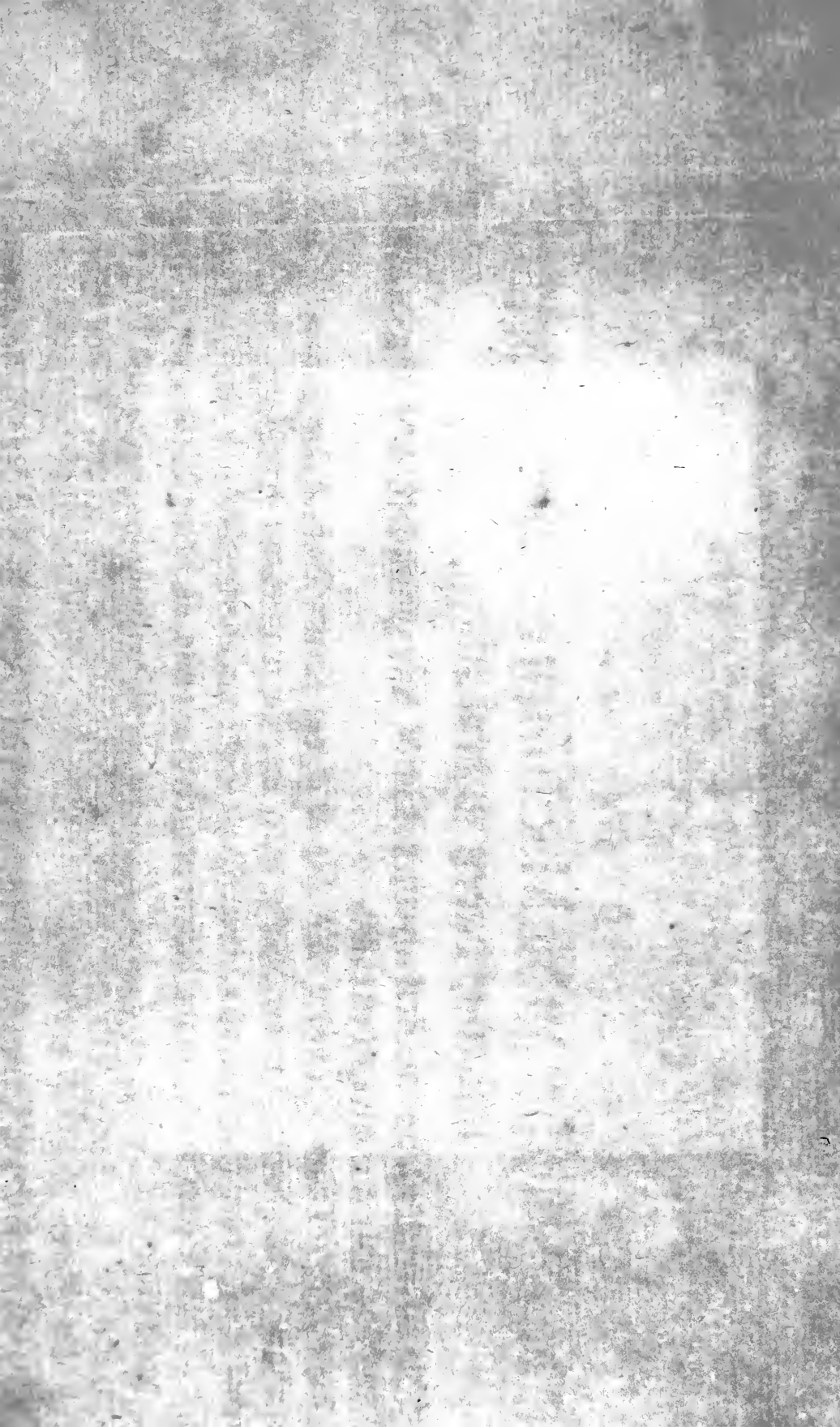
*Thomas Pennant Barton.*

**Boston Public Library.**

*Received, May, 1873.*

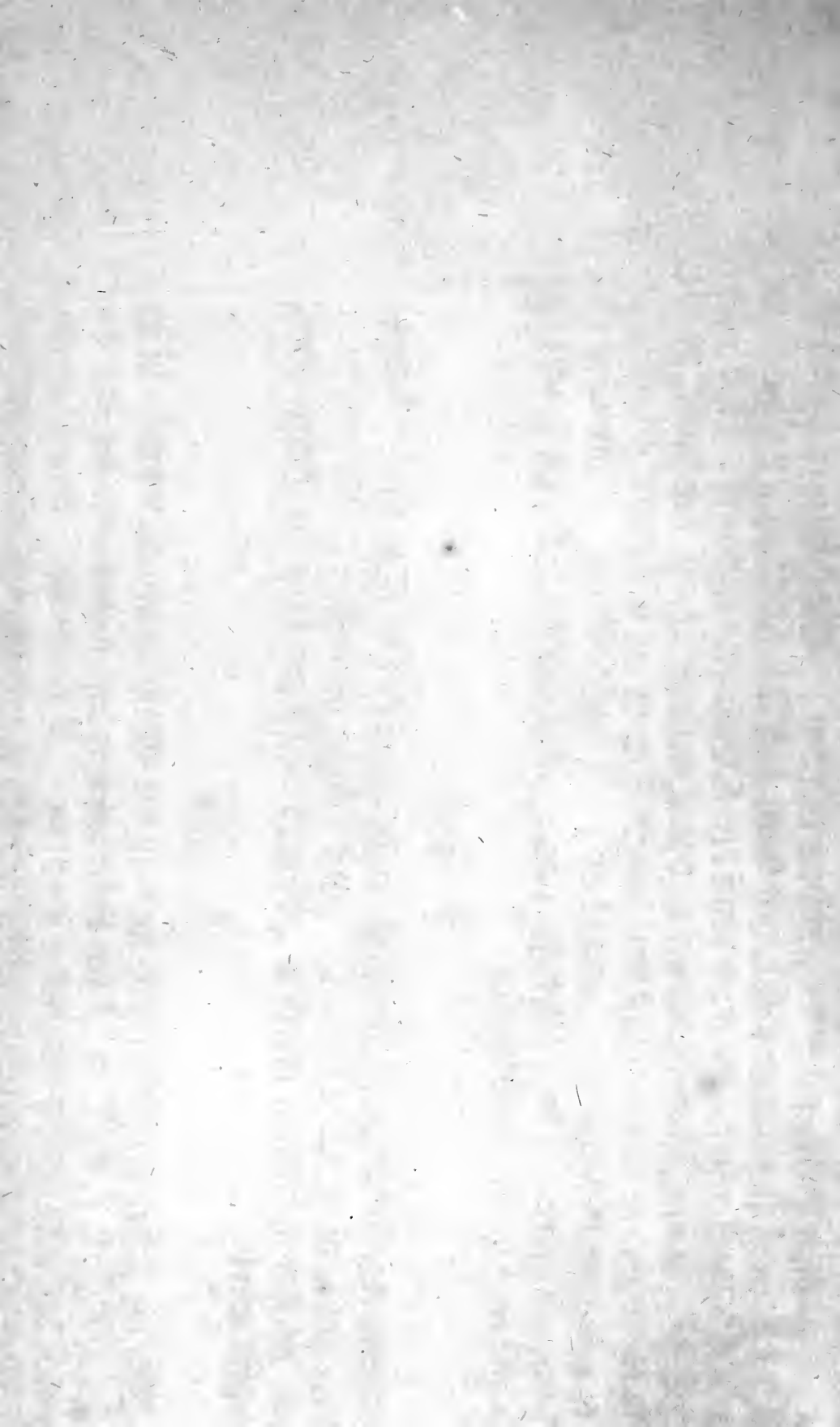
*Not to be taken from the Library.*

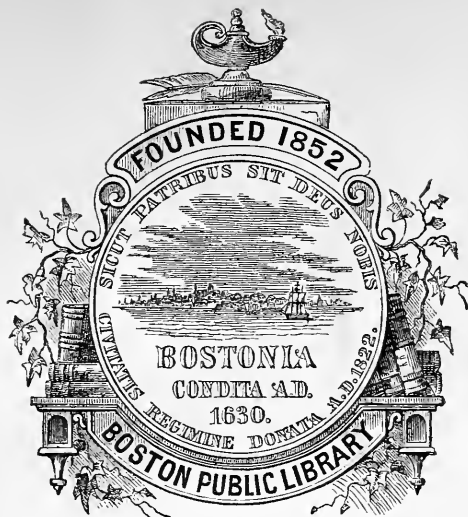












304

PAMPHLETS.

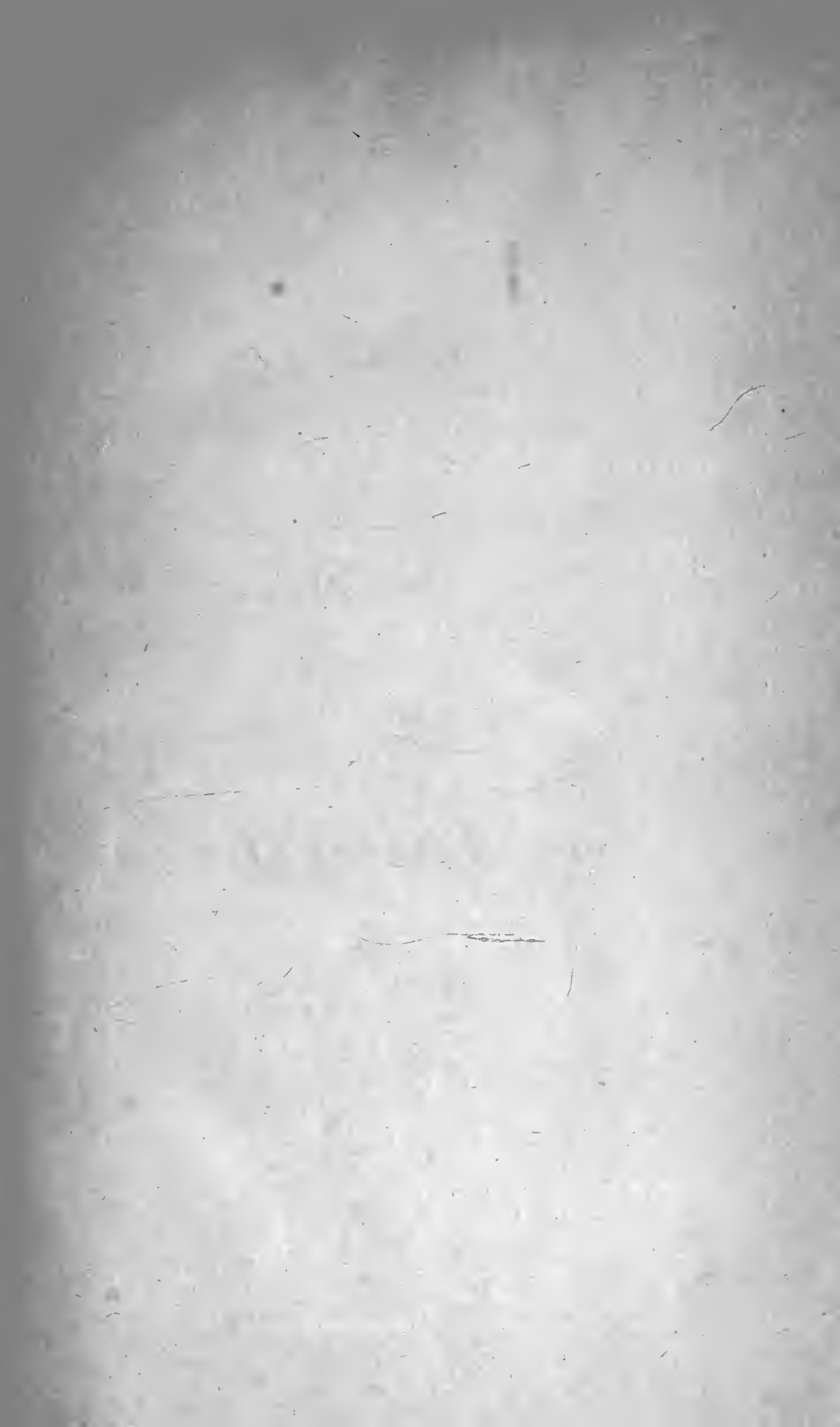
French  
Revolution  
1788

Barton Library

159, 813

May, 1873







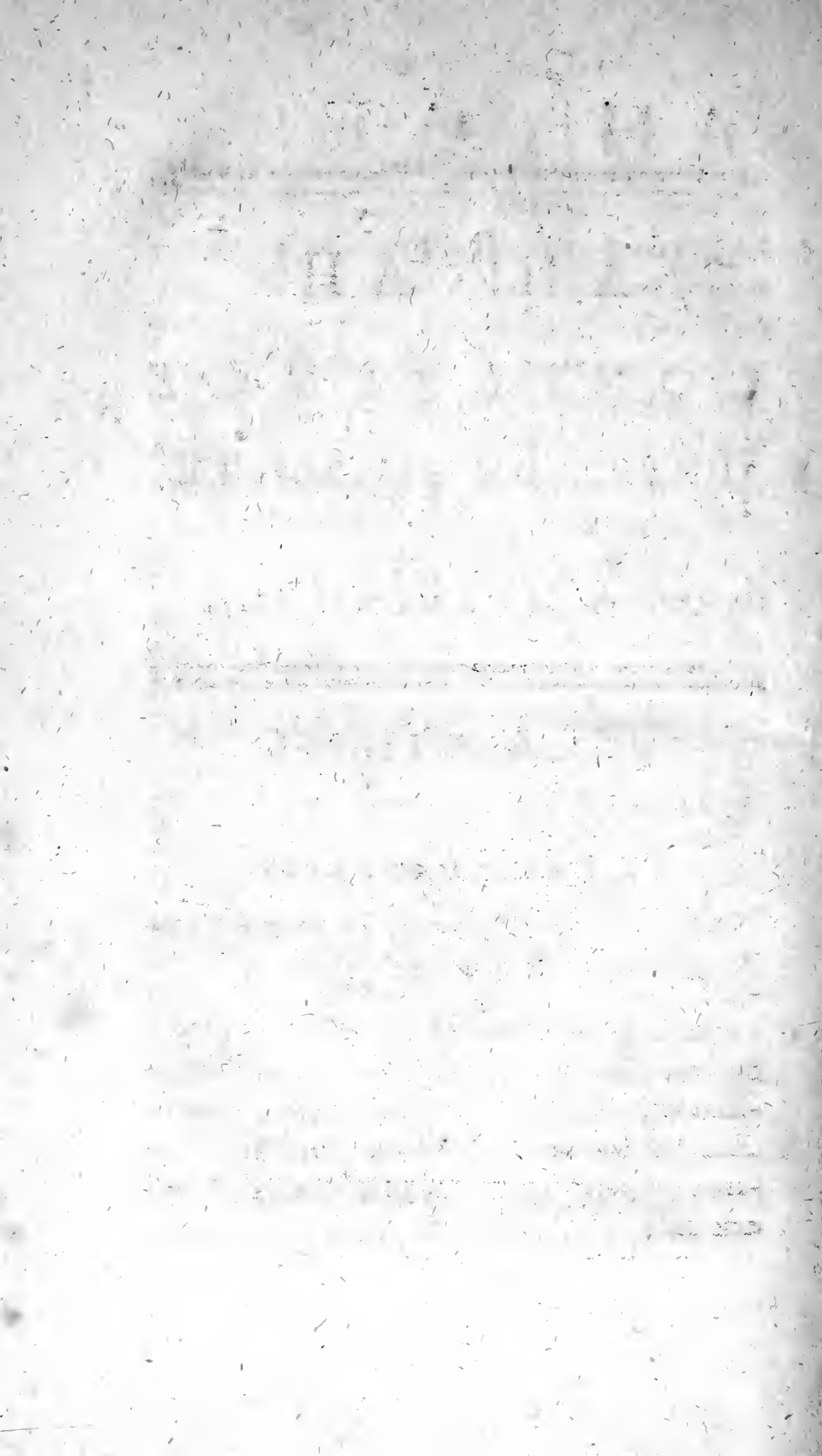
AH! AH!  
CONFÉRENCE  
SUR  
LES AFFAIRES DU TEMPS,  
ENTRE  
UN ROYALISTE  
ET  
UN PARLEMENTAIRE.



A LONDRES.

---

M. DCC. LXXXVIII.



A H! A H!

CONFÉRENCE

ENTRE UN ROYALISTE

ET

UN PARLEMENTAIRE.

---

LE ROYALISTE.

Eh bien, les nouvelles ?

LE PARLEMENTAIRE.

Ah! ne m'en parlez pas ; je meurs d'inanition : on ne dit plus rien.

LE R. Comment ! on ne dit plus rien ? Eh ! les Guerres étrangères, les dissensions domestiques, les Turcs, les Russes, l'Empereur, les Ministres, les Parlemens, les Exilés, les non-Catholiques, ne vous offrent-ils aucun aliment ?

A ij

**LE P.** Ce sont des sujets si rebattus, qu'on se blase enfin, à force d'entendre les mêmes récits. En effet, que dit-on depuis six mois? Le Parlement de Bordeaux est exilé à Libourne; celui de Paris a signé tout ce qu'on a exigé, tant il desiroit de rentrer dans la Capitale; le Parlement de Bordeaux tient ferme, & renvoye les Lettres sans les ouvrir; le Parlement de Bordeaux fera cassé; un Membre du Parlement de Paris a dit à Sa Majesté, qu'Elle étoit environnée de gens mal intentionnés : Sa Majesté veut que son Parlement se mêle de ses affaires. Le Duc d'Orléans est toujours au Raincy; l'un des deux Conseillers est rappelé; l'autre, dont la langue a été trop longue, est toujours dans son exil. Le Parlement de Bordeaux proteste contre les Lettres clauses, le Parlement de Paris désapprouve les Lettres de cachet; le Roi réclame une partie de ses Sujets cruellement bannis par le fanatisme persécuteur; les Parlemens & le Peuple demandent à grands cris le rappel de 500 mille familles expatriées; les Prêtres les ont calomniées & outragées; mais un Prince raisonnable leur rend la liberté & la propriété, droits naturels & sacrés qu'un Monarque imbécille leur avoit ravis. Voilà, si je ne me

trompe, quelle est la matiere de nos entretiens depuis six mois : or, je vous demande si l'on peut appeller cela des nouvelles?

LE R. Oui, sans doute, pour bien des gens. Le caractere frivole des Français ne leur permet pas de réfléchir sur les événemens dont ils sont les témoins & souvent les victimes; l'attrait qu'a pour eux la nouveauté, fait embrasser le premier systême qui se présente à leur tête évaporée; bientôt après, ils quittent celui-ci pour en embrasser un autre; ils se conduisent en politique comme en amours. Ils adoptent & abandonnent dans le même instant un systême pour un nouveau, comme ils prennent & quittent une femme pour en prendre & quitter dans le même jour une autre. On parle depuis long-temps, à Paris, des grands intérêts de la Nation, & peu de nos Compatriotes ont examiné les motifs qui donnent des entraves au bien général, en divisant les Parlemens & le Ministère. C'est un coup-d'œil digne d'un Philosophe. On appercevroit de part & d'autre, sous le masque trompeur du zèle, une animosité secrète qui jette les Provinces dans la consternation. Comment le Roi, qui veut le bien, n'auroit-il pas senti qu'il étoit mal con-



seillé ? Comment le principal Ministre , qui a déjà frappé de si grands coups , n'a-t-il pas expulsé de la Cour les hommes qui font tant d'ombrage aux Parlemens ? Pourquoi les Parlemens , au lieu de s'occuper du bien public , en enregistrant , les uns *l'Edit des Assemblées provinciales* , d'autres *l'Etat civil des non-Catholiques* , perdent-ils un tems précieux à balbutier des Remontrances très-inutiles , & des Arrêtés remplis d'inconséquences ? Raisonnons un peu sur la conduite des deux partis , & nous verrons qu'il y a de part & d'autre des torts réels , & une opiniâtreté désastreuse.

LE P. Volontiers , raisonnons ; aussi bien y a-t-il long-tems que je n'ai raisonné.

On demande si le Monarque doit , s'il peut même exiger de ses Parlemens une obéissance aveugle à ses ordres arbitraires ? Quelque partisan que je sois du Gouvernement monarchique , que je regarde comme le plus heureux des Gouvernemens , quand il est bien ordonné , je ne puis approuver le ton despotique avec lequel on exige l'exécution de la volonté royale. Les Parlemens sont les protecteurs des Peuples & les interprètes des Loix ; ils sont établis par le Monarque lui-même , pour lui rappeler ses devoirs & porter aux pieds du Trône

les vœux ou les plaintes de ses Sujets ; ils sont autorisés, par le même Souverain, à lui dire, avec une noble fermeté : *s'il y a un esclave dans ton Empire, cet esclave, c'est toi.* Si les Parlemens eussent permis que la Monarchie fût dégénérée en despotisme absolu, on eût moins blâmé l'insolence de celui qui auroit osé envahir la liberté d'une Nation entière, que l'imbécille pusillanimité de ceux qui n'auroient pas su la défendre.

Les Parlemens ont très-bien senti qu'un Gouvernement ne sauroit être heureux sous un Roi despote, ce Roi fût-il éclairé, juste & ferme ; qu'il ne devoit jamais être permis au Souverain de dépouiller les Peuples de leurs droits, fût-ce pour leur avantage ; que toutes les fois qu'en pareil cas la volonté du maître feroit en contradiction avec celle de ses Sujets, il devoit tâcher de les éclairer, de les détromper, de les amener à des vues saines, par la voie de la persuasion, mais jamais par la violence, parce qu'alors le meilleur des Princes, qui feroit même le bien contre la volonté générale, feroit coupable, pour avoir outre-passé ses droits légitimes.

Le Souverain qui allègue le pouvoir absolu que lui ont transmis ses prédécesseurs, est le plus terrible fléau dont une Nation puisse être

frappée. S'il n'éprouve alors une résistance inébranlable, c'en est fait de la liberté de tout un Peuple, parce qu'on sort de l'esclavage où l'on a été précipité par la violence, & qu'on ne sort jamais de celui où l'on a été conduit par le tems & par une justice apparente.

Les Parlemens ont d'autant plus d'intérêt à prévenir l'établissement du pouvoir arbitraire, & les calamités qui en sont inséparables, que le despote lui-même, fût-il juste & humain, ne pourroit porter un remède à de si grands maux. Il peut en un jour, par ineptie, par indolence, par préjugé, par esprit de tyrannie, anéantir tout le bien opéré pendant dix règnes, mais il ne peut réparer le mal qu'il a fait en une heure de tems, occupât-il le Trône pendant un demi siècle, son administration fût-elle des plus tranquilles & des plus sages ; car l'affranchissement d'un empire est l'ouvrage long & difficile des circonstances, plutôt que celui de la sagesse du Souverain. Voilà, je crois, en substance, tout ce qui se débite par nos Politiques, depuis plusieurs mois, & ce que se sont permis d'imprimer certains Parlemens (1).

---

(1) Voyez les Arrêts des Parlemens de Bordeaux, de Rouen, de Besançon, de Grenoble & de Toulouse.

LE R. Il s'ensuivroit donc de votre système, & de celui des Parlemens, que la volonté générale est toujours droite & tend toujours à l'utilité publique. J'ose n'être pas entièrement de votre avis. En délivrant le Peuple d'un joug imposé par le Monarque lui-même, on a vu des Etats où le Peuple, fier de ce qu'il appelle ses droits, n'a pas manqué de profiter de l'occasion, pour passer de l'esclavage à l'anarchie. Au milieu du tumulte général, on n'entend qu'un cri : *liberté, liberté*; de-là les factions, les partis différens, les intérêts divers. Devenus législateurs, les Représentans de la Nation cherchent tous les moyens d'abaisser & d'anéantir la souveraineté; ils adoptent une forme d'administration, nuisible à la fois au Corps politique dont elle a ouvert les veines, & au Souverain dont elle a anéanti les prérogatives. Combien de fois n'a-t-on pas vu les Représentans d'une autre Nation opiner moins comme des citoyens que comme des mercénaires stupides, dont l'égoïsme meurtrier se pare effrontément du nom sacré de bien public, & qui, appelés comme les Médecins du Corps politique, pour lui redonner la santé & son ancienne vigueur, en précipitent la décrépitude & la dissolution!

Le Monarque trouvera, dans chaque ordre de l'Etat, une volonté opposée à la sienne; on lui donnera des tuteurs comme à un pupille inepte, & ces tuteurs feront des hommes mal veillans, s'il ne parvient à les capter par ses bienfaits. Alors sa volonté sera nulle; sans le concours de la volonté de tous, on assemblera la Nation, on proposera, on délibérera sur les choses de la moindre importance; deux Sectes politiques se formeront dans l'Etat, sous les noms de Royalistes & de Patriotes; l'ambition, l'envie & la cupidité, se couvriront du masque du zèle; & de ce renversement de l'équilibre social, naîtront dans toutes les classes, des âmes scélérates & vénales.

Il me semble qu'il est un milieu entre l'anarchie & le despotisme illimité, qu'on pourroit observer sans blesser les droits du Souverain ni ceux de son Peuple. C'est un *Gouvernement mixte* en quelque sorte, c'est un Gouvernement où le Souverain auroit le pouvoir de porter des Loix, en ne consultant que son cœur & le bien public, & où le Corps de la Nation auroit le droit, non d'empêcher, mais de différer l'exécution de ces Loix dans des circonstances critiques; parce qu'il est des Loix ( si l'on peut leur donner

cette dénomination) qui, suggérées par la passion, ou portées témérairement, ont besoin d'être corrigées. Des représentations, faites dans ces cas trop ordinaires, font succéder la prudence à la témérité, la sagesse à la précipitation; alors un examen sérieux de la Loi, prévient le repentir du législateur; une opposition respectueuse, faite par des personnages expérimentés & graves, fournit au Prince l'occasion de repasser ses idées de sang-froid, & de comparer leurs rapports avec la chose publique. Si le Prince est juste, il ne rougira point de revenir sur ses pas comme a déjà fait Louis XVI, & les Peuples béniront un Gouvernement où la plainte est permise, & où l'on ne pense & n'agit que pour leur bonheur.

D'ailleurs, il est de l'intérêt du Souverain de ne point dégénérer en despote; parce qu'un grand revers peut rompre les fers de ses Peuples, & l'abandonner à la merci de ses anciens esclaves aigris par une longue souffrance. Je tombe donc d'accord avec vous, Monsieur, que le Roi doit se méfier des *Conseillers* qui travailleroient à le faire haïr de ses Sujets, sous prétexte d'étendre son autorité. Mais est-on bien sûr que ces conseils étoient dictés par un zèle mal entendu?

LE P. L'on dit qu'ils lui font commettre d'étranges bévues, & que le nouvel emprunt n'est pas une des moindres (1).

Le crédit public est une ressource honteuse qui détruit presque toujours l'Etat, le Peuple & le Souverain lui-même. Cependant les Etats les plus puissans l'ont tous, plus ou moins employée. L'Angleterre a donné ce funeste exemple; la Hollande & la France l'ont suivi; & l'on a vu le Citoyen & l'Etranger s'empresse d'alimenter les cent bouches du fise, du fruit de leur industrie, & du produit de leurs terres : semblables à ces imprudens qui ne prêteroient pas un écu à un artiste qui n'a d'autre guide que l'honneur & la probité, & qui confient leur fortune à un autre homme, dont l'habit doré ou le brillant équipage, les éblouit. Qu'est-il arrivé aux créanciers de ces trois Puissances? la même chose qu'à ceux qui ont des rentes dans les Pays-bas Autrichiens; il leur est dû plus de trente années d'arrérages. Mais *la confiance, les sermens*? La confiance est la mere du prêt; on la dédaigne dès qu'on ne peut plus la nourrir. Les sermens! Combien de Souverains, combien de Ministres les ont trahis

---

(1) Arrêt de Rouen, Octobre 1787.



& méconnus ! Que feront les Sujets à leur Prince, s'il a le front de leur dire : Je ne vous dois plus rien ; *je vais lancer un Edit qui liquidera toutes mes dettes & m'acquittera avec vous ?* Traduiront-ils en justice ce débiteur infidèle ? Et si la Nation a été volée par une Puissance étrangère , verra-t-on la force publique prendre les armes pour venger ces Citoyens spoliés ? Monsieur, je vous le répète , un Edit , un coup de canon , peuvent liquider le Gouvernement le plus endetté , & réduire le prêteur téméraire au dernier des malheurs.

Voilà le sort qui menace les Créanciers de l'Etat , parce que l'Etat lui-même le mieux ordonné , trouve toujours le terme de sa prospérité dans les emprunts publics ; c'est par cette voie désastreuse que , sous Louis XV, les Administrateurs des Finances ont creusé le tombeau de l'Empire Français. La facilité d'avoir assez d'argent à la fois pour subvenir à des besoins pressans , les a jettés *dans des entreprises injustes , téméraires & dispendieuses*. On a hypothéqué l'avenir pour jouir du présent ; un emprunt a enfanté une infinité d'emprunts ; & pour séduire les Prêteurs , on a grossi de plus en plus l'intérêt , & mis la Nation dans l'impuissance de faire face à ses engagements :

& , le dirai-je ! on l'a réduite à s'en libérer par la voie la plus destructive pour les Peuples , & la plus honteuse pour les Souverains , par la banqueroute , cet usage meurtrier , devenu si commun parmi nous , qui devrait être inconnu dans un Gouvernement juste , & puni du même supplice que l'assassinat & le brigandage. Que s'en est-il suivi ? Des Lettres patentes d'emprunts ont été remboursées en Lettres patentes de réduction ; le Gouvernement a perdu la confiance publique , le Riche sa fortune , le Pauvre le fruit de ses sueurs & de ses veilles , qu'il avoit confié au fisc pour substanter sa vieillesse. Tout est tombé dans une espèce de paralysie , excepté les cœurs qui , remplis de rage contre des Ministres perfides , ont fait retentir tous les toits d'imprécations contre les agens mercénaires.

Voilà , vous le savez , Monsieur , les malheurs qu'a produits le crédit public , sous quelques Ministres des trois Nations les plus puissantes de l'Europe. *Périsset la mémoire de tels Ministres !*

Voilà les malheurs que produira , sans doute , si l'on n'y remédie , l'état de détresse & de déperissement où nous voyons notre Patrie.

On économise , on emprunte encore. Qui paiera ? Le Trésor royal , l'Hôtel-de-Ville , ces fleuves d'or , qui , par différens canaux , portoient en tous lieux la joie & l'abondance , paroissent taris. Si l'on paie encore , ce sont de petits objets , pour ne pas avoir l'air de déclarer une banqueroute , que l'on regarde comme prochaine (1). Que de fortunes englouties ! Que de familles plongées dans une indigence extrême , pour avoir eu trop de crédulité , pour avoir donné leur confiance à des promesses , dont les éloquens préambules les avoient séduites ! Mais les Peuples ruinés auront du moins une consolation dans l'établissement des *Assemblées provinciales*.

LE P. C'est l'unique ressource qui leur reste contre la tyrannie & l'oppression ; mais par une fatalité inconcevable , il n'y a que les établissemens utiles qui trouvent des obstacles. L'injuste résistance des Parlemens aux ordres réitérés d'enregistrer cet Edit ,

---

(1) C'est un bruit que s'efforcent d'accréditer certaines gens toujours intéressées à répandre le trouble & l'alarme. Leurs efforts seront inutiles ; la parole sacrée d'un Roi juste , & les lumières étendues de ses Ministres , en sont un garant assuré.

n'est-elle point une opiniâtreté punissable ? Les Parlemens peuvent-ils ignorer que ces administrations sont le plus grand bienfait dont le Souverain puisse combler son Peuple ?

LE R. Les Parlemens ont vu & raisonné les grands avantages que pourroit porter dans les Provinces une forme sage & paternelle de répartir & de lever les contributions. Mais quel bien peuvent produire les Administrations provinciales , si elles sont surveillées & guidées par l'homme du fisc , par l'Intendant de la Province ? Et comme un homme seul , après s'être occupé toute la vie de Requêtes en cassation , quelquefois instruit , mais presque toujours incapable , feroit-il habile à régir les parties les plus importantes de l'ordre public ? Cet homme , qui mesure par lui-même la grandeur de la commission qui lui est confiée , qui considère sa place , non comme un moyen d'opérer le bien , mais comme un échelon à son ambition ; cet homme , moins occupé de mériter des succès & de l'avancement par le travail & l'étude , que par les souplesses de l'intrigue , réside presque toujours à Paris , laissant à ses Secrétaires ou à des Subdélégués , le soin de le remplacer dans son devoir

voir public. Ces subalternes, timides devant les hommes puissans , arrogans devant les foibles , se parent sans cesse de l'autorité royale , & cette autorité , en de pareilles mains , éloigne toujours du Roi le cœur de ses Sujets. Subdélégués, Officiers d'Élections, Directeurs , Receveurs & Contrôleurs de Vingtiemes, Commissaires & Collecteurs des Tailles , Officiers de Gabelles , Buralistes , Piqueurs de Corvées , Commis aux Aides , aux Contrôles , aux Droits réservés , &c. &c , tous ces hommes de l'impôt , chacun selon son caractère , enveloppant de leur science fiscale des contribuables ignorans , inhabiles à connoître si on les trompe , mais qui le craignent & l'éprouvent sans cesse , assujettiroient donc aussi à leur petite autorité les premiers Citoyens de leur Province , préposés par le Souverain pour tempérer ces diverses servitudes , & faire sortir de ce chaos fiscal , un système simple & régulier , qui délivre les habitans des campagnes du joug onéreux sous lequel ils vivent , diminuer le poids des impôts & les frais de justice , qui attestent l'impuissance du Peuple , & les rigueurs atroces des dépositaires de l'autorité. Ainsi , ayons des Administrations provinciales , mais point d'Intendans. Ces Vices - Rois

sont plutôt un objet de frayeur & de désespoir pour les Peuples , qu'un lien bienfaisant entre le Souverain & ses Sujets. Plus d'Intendans ! plus d'Intendans ! c'est le cri public de tous les tems ; puisse-t-il être une fois exaucé !

LE R. Il me semble que , séduit par les raisonnemens des Parlemens de Guienne & du Dauphiné, vous exagérez un peu les torts des Intendans : d'ailleurs , il en est qui ont fait plus de bien que de mal. Bordeaux , Limoges , Rouen , le Béarn , bénissent encore la mémoire de leurs Esmangard , leurs Villedeuil , leurs de Crosne , leurs Néville.

Que pensez-vous des débats des Parlemens sur les Lettres de cachet ?

LE P. *On en a usé ainsi dans tous les tems*, c'est une phrase consacrée par le plus absolu des Rois , par Louis XIV , & ses Successeurs ne l'ont pas oubliée. Il faut avouer avec M. le Garde des Sceaux (1), qu'en parcourant l'Histoire de France depuis son origine jusqu'à nos jours , on retrouvera par-tout le despotisme plus ou moins caractérisé. Le nom de ces excès change seulement sous les di-

---

(1) Discours prononcé au Parlement , le Roi tenant son Lit-de-Justice.

vers regnes ; & si la premiere Race ne connut point les Lettres de cachet , elle employa les Préceptions , les Commissions , les Procédures secretes , qui n'en différoient que par le nom. Il est vrai que la Nation a toujours réclamé contre ces abus de l'autorité. Toutes les Jussions arbitraires ont été réprouvées par nos Loix depuis le commencement de la Monarchie ; les Princes eux-mêmes protestoient souvent contre cette coupable dérogation aux Loix fondamentales de l'Etat (1).

Consultez la loi Salique , la loi des Bava-rois , celle des Huns & des Visigots , les Capitulaires de Charlemagne , & vous verrez que des Rois ignorans & barbares respectèrent toujours la liberté individuelle.

LE R. D'autres tems, d'autres mœurs.

LE P. Il est vrai que l'exemple des siècles est inutile pour les despotes ; mais il devient utile à la Nation dont le Chef daigne discuter & réfléchir . . . . Il y eut quelques violations des Loix sous la seconde Race , mais elles furent rares & commises à l'insçu des Rois. Des Ordonnances interdirent les

---

(1) Arrêtés du Parlement de Paris , Décembre 1787.



Lettres closes sous la troisieme Race. Ce fut la cruauté des Valois qui les régénéra. Louis XI , sur-tout , fut , de tous les Rois de France , celui qui étendit le plus loin les attentats du despotisme. Ce Néron de la France , fit mourir plus de 4000 personnes par divers supplices qu'il imaginoit lui-même. Depuis le regne de ce tyran , à jamais exécrationnable , l'usage des Lettres de cachet fut modéré jusqu'à l'infame administration des Guises , qui bouleverserent & noyèrent tout dans le sang. Depuis ces tems désastreux , l'implacable Richelieu , l'astucieux Mazarin , l'impérieux Louvois , l'imbécille Fleury (1) , le foible Ame\*\*\* , l'austere B\*\*\* , & sur-tout les de Sar\*\*\* & le N\*\*\* , eurent sans cesse dans leurs mains cette arme terrible.

Hé , d'où vient au Monarque le droit de priver un Citoyen de ses biens & de sa liberté ? Ce droit n'appartient qu'à la Société , pour la sûreté de tous ses Membres. L'exercice de la justice est incompatible avec les ordres arbitraires & les emprisonnemens illégaux. *Aucun jugement ne peut être légitime-*

---

(1) Le Cardinal de Fleury se vançoit d'avoir délivré plus de 40000 Lettres de cachet. Quelle gloire pour un Prêtre !

*ment rendu contre un Citoyen , si ce n'est par les Juges ordinaires , légalement préposés pour être les organes & les dépositaires des Loix (1).*

Otez ce principe , tout s'anéantit dans la société : magistrature , législation , formes , droits naturel & divin , tout dispaeroît devant ce Despote.

LE R. Mais n'est-il pas possible que le Despote soit équitable & bienfaisant ?

LE P. Oui : mais qui vous assure qu'il le fera toujours ? S'il est bon , son successeur ne peut-il pas être méchant ? Qui l'empêchera de publier , comme Sylla , des Tables de proscription ? Qui l'empêchera d'être entraîné par ses Ministres dans une infinité d'injustices qu'il ignore ? Eh ! qui peut répondre du cœur & des passions des Ministres ? Il n'est point de Citoyen qui ne soit exposé à être leur victime , Grands & Petits , tous subissent le même fort , dès qu'ils ont le malheur de leur déplaire.

LE R. On peut cependant justifier les Lettres de cachet , & les emprisonnemens.

(1) Mêmes Arrêts du Parlement de Paris.

arbitraires. Il est des affaires d'Etat dont les Magistrats ne peuvent être Juges ; alors le Roi peut , sans donner atteinte aux Loix , user du pouvoir qui réside en sa Personne , par des voies d'administration dont nul homme n'est exempt dans son Royaume , & dont il ne doit aucun compte : les Parlemens ont donc tort de s'élever tous contre un usage consacré dans leurs Registres par leur sanction. S'il s'y commet des abus , ils doivent laisser au Souverain le soin d'y remédier : ce qu'il fera sans doute.

LE P. Il a le cœur bon , il pourroit bien abolir cette inquisition meurtrière , s'il étoit bien conseillé : mais tant de gens sont intéressés à ce qu'elle subsiste ! Que devien-droit le Visir , si elle n'existoit plus ? Comment sacrifier un honnête-homme à son ressentiment ? Comment se venger d'une Epigramme ? Comment étouffer ce Publicain , dont on redoute les regards perçans ? Comment s'emparer de la jeune épouse d'un homme délicat ? Par quelle voie se défaire d'un concurrent , d'un ennemi ? Peut-on traduire aux Tribunaux de pareilles causes ? Il n'est pas aisé de tuer un innocent avec le glaive de la Justice ; on a plutôt fait de sévir four-

dement contre l'homme qui déplaît. On lui enchaîne aujourd'hui la main ; demain on lui arrachera la langue ; après demain il ne sera plus. On ne rendra compte de rien : c'étoit *un homme dangereux , un homme à craindre* , dit ce Visir.

Croyez que c'est justice , & on le croit. Si , par hasard , le Roi en est instruit , on lui répète le mot éternel des Bureaux : *il étoit à craindre* , & le Roi félicite le Ministre de s'en être débarrassé. Ainsi , sous le prétexte spécieux de ne point divulguer les secrets du Ministère , on étrangle au guichet de la Bastille l'homme qu'on auroit pu légalement citer devant un Juge.

M. de M..... , Ministre plein de sens & de vues utiles , qui vient de publier un excellent Ouvrage sur l'état civil des non-Catholiques , & à qui ces familles expatriées devront leur retour en France ; M. de M..... , dis-je , indigné de ces abus , avoit résolu de les réformer ; il éprouva une résistance indicible , & quitta une Place où il n'étoit pas permis de faire le bien.

LE R. Mais on pourroit remédier aux inconvéniens des Lettres de cachet , en formant dans le Conseil du Roi un Comité qui

connoitroit des délits qu'elles doivent punir. C'est à ce Comité que seroient portées les plaintes des Ministres ; on y examineroit mûrement la nature du délit , & on agiroit d'après cet examen. Alors , on prévien droit toute surprise de la part d'un Ministre ou d'un Commis malevole , & le Gouvernement pourroit sévir contre un particulier sans com mettre d'injustice , & sans publier les secrets de l'Etat. Le Citoyen ne seroit puni que lorsqu'il seroit coupable ; & celui qui se condui roit sagement & avec honneur , reposeroit tranquillement au sein de sa famille , & ne craindroit pas que l'animadversion d'un Secré taire, vînt le plonger dans les fers sans qu'il l'eût mérité.

Vous conviendrez du moins qu'il est cer tains cas où les Lettres de cachet sont uti les. Par exemple , elles sauvent quelquefois l'honneur des familles, en déroba nt aux yeux du Public les crimes d'un homme de nais sance.

LE P. Les Loix ne sont donc qu'une toile d'araignée où sont pris les moucheron s , & dont se débarrassent les grosses mouches. Pourquoi un félerat titré ne périroit-il pas à la Grève à côté d'un roturier ? & puisqu'il est

prouvé que les Lettres de cachet confondent l'innocent & le coupable, elles sont vicieuses & doivent être abolies comme attentatoires aux Loix, &c. &c.

Résumons donc, que le Monarque a tort d'écouter les mauvais conseils; que les Parlemens n'ont pas raison de persister obstinément dans leurs premières décisions, parce qu'ils devroient attendre l'Assemblée des Etats-Généraux, puisque le Monarque a bien voulu donner sa parole Royale, qu'il les convoqueroit; qu'un peu plus de zèle & de docilité de part & d'autre, pourroit arranger tout à l'amiable & prévenir une explosion qui nous menace. Craignons pour le bien de la Monarchie, que les têtes ne s'échauffent.

*N. B.* Il paroîtra chaque semaine une feuille sous le même titre & dans le même genre.



---

*Du 31 Janvier 1788.*

---

LE ROYALISTE.

**V**OILA du nouveau. Eh! Colporteur? à moi... C'est l'Edit sur l'Etat civil des non-Catholiques. Voyons un peu ce qu'il contient cet Edit si long-tems attendu.

LE PARLEMENTAIRE.

Louis XVI ne fut jamais plus grand que lorsque, assis au milieu de ses Peuples, il daigna les entretenir de leurs intérêts les plus chers ; que lorsque la voix de son cœur s'éleva en faveur de tous ses Sujets, sans distinction de secte ni de condition, & qu'il déclara publiquement que tous les Citoyens de son Empire étoient égaux à ses yeux comme ils l'étoient à l'Être suprême. L'époque où ce bon Monarque a daigné lui-même réclamer une partie de son Peuple, cruellement bannie par l'aveugle fanatisme, est sans-doute l'époque la plus mémorable de son Règne, & celle dont la postérité, tou-



jours équitable , toujours reconnoissante ,  
 chérira davantage le souvenir. Ce bienfait  
 signalé fera gravé dans tous les cœurs en  
 caracteres impérissables ; & , n'en déplaît aux  
 partisans de Louis XIV, ce monument éter-  
 nel vaut bien ceux de la Place des Victoires  
 & de la Porte Saint-Denis. Jamais , non ja-  
 mais son image sacrée ne sera mutilée , ni  
 maudite ; jamais on ne verra des Citoyens en  
 pleurs venir en foule aux pieds de sa Statue ,  
 comme ils ont été à ceux des Néron & des  
 Caligula , pour renverser des monstres qui fu-  
 rent l'opprobre & le fléau de leur siècle ; ja-  
 mais l'homme sensible ne détournera la vue ,  
 en passant près d'un Arc de triomphe élevé  
 sur les cadavres de ses concitoyens & de ses  
 freres ; jamais on n'ira , comme on a tant  
 de fois été , à tel ou tel homme de bronze ,  
 confronter la page de l'Histoire avec les in-  
 scriptions fastueuses dont on a chargé , sans  
 pudeur , le marbre & l'airain , & gémir sur la  
 triste destinée des Princes , livrés à la bassesse  
 des courtisans ; jamais , enfin , l'Etranger , en  
 traversant la Capitale , n'éprouvera ce mou-  
 vement d'indignation qui oppresse encore les  
 Nations outragées , à la Place des Victoires ,  
 où la plus vile & la plus impudente flatterie  
 les enchaîne , à la honte d'un Souverain suc-

cessivement fier & despote, grand & courageux, imbécille & persécuteur. La seule Statue que l'Art ait construite à la gloire du Pacificateur des deux mondes, a été une Pyramide de neige, & ce Monument fragile ne périra jamais; la mémoire s'en conservera, quand toutes vos Places & vos Arcs de triomphe, & votre Galerie de Versailles, & votre Galerie de Chantilli, ne seront plus; & si jamais les ennemis de la France pénétroient dans Paris, ils tomberoient humblement aux pieds de Henri IV, dans son petit jardin, & de Louis XVI, rue du Coq, après avoir mis en pièces les Statues insultantes des Monarques orgueilleux qui se sont fait représenter, la foudre à la main, & les pieds sur la tête de de leurs ennemis.

LE P. Voilà presque une dissertation sur les Statues & les Monumens; mais nous sortons de notre objet. Lisons cet Edit, & voyons si le vœu universel des âmes honnêtes est rempli.

LE R. Il n'est pas nécessaire de lire ces deux feuilles pour en connoître les dispositions; elles sont contenues dans la Réponse du Roi, aux dernières Remontrances du Parlement. La voici. (Voyez la Réponse).

Les persécutions éprouvées par les Protestans avoient été sollicitées, aigries, encouragées par des Evêques & des Prêtres; l'honneur de repeupler le Royaume & de lui rendre ses premières richesses, en rappelant dans son sein les arts expatriés, étoit réservé à un Monarque de trente ans, guidé par son cœur & par les lumières d'un nouveau Sulli, l'ornement du Clergé. Echauffé de cet esprit public, qui n'entra jamais que dans les ames grandes & privilégiées, ce Prélat s'est pénétré, pour son pays, de l'amour de la liberté, si naturel aux esprits justes; il a tourné son ambition vers l'objet le plus élevé, le plus digne de notre siècle; il a vu que dans l'état actuel des choses du monde, les Peuples les plus industrieux étoient les plus heureux & les plus puissans; que la balance de l'Europe étoit dans les mains des Nations artistes; que si l'industrie enfante quelques vices, elle détruit du moins ceux de l'oïtivité, qui sont les plus dangereux; que tel ouvrier, à l'âge de quarante ans, a rendu plus de services à la Patrie que trente familles de serfs & d'esclaves; & qu'enfin, une manufacture attire plus d'aisance dans un village, que vingt Monastères de Chartreux oisifs, & de Bernardins chasseurs ou débauchés; il a vu, en un mot, que les arts enrichis-

soient une Nation ; il a cherché & trouvé les moyens de faire fleurir les ateliers & les manufactures ; il ramène dans leurs foyers les arts & métiers impolitiquement pros crits par Louis XIV : le climat, la situation politique de la France, la fertilité du sol & le caractère National, tout nous répond de ses succès. Mais voilà deux heures sonnées , je cours dîner : remettons la suite de cet entretien à notre première entrevue.

---











14





